

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 15/09/2022

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABLIÈRE DE LA SALANQUE SAS

RD5 - Route d'Opoul
66600 SALSES LE CHATEAU

Réf : 2022-158-PR/EX

Code AIOT : 66.01450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement SABLIÈRE DE LA SALANQUE SAS implanté Lieux dits Les Graves, La Colomina d'Oms 66000 PERPIGNAN. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction de la demande environnementale concernant le prolongement anticipé et l'approfondissement des fosses d'extraction.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

L'objectif de la présente inspection est de vérifier que les aménagements prévus dans l'autorisation actuelle de 2013 sont toujours en place.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation du 12/07/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRE DE LA SALANQUE SAS
- Lieux dits Les Graves, La Colomina d'Oms 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT : 0006601450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SABLIÈRE DE LA SALANQUE exploite historiquement une carrière alluvionnaire de sables et graviers et une installation de traitement de minéraux, situées en bordure de la Têt, dans le secteur de "Colomina d'Oms" et "Les Graves" sur les communes de PERPIGNAN et VILLELONGUE DE LA SALANQUE.

La carrière a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 05/10/1990. Cette autorisation a été renouvelée pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral du 12/07/2013 pour une durée de 20 ans. Cette autorisation englobe une plateforme de recyclage et transit de déchets du BTP.

L'installation de concassage/criblage/lavage des matériaux extraits de la carrière a été mise en

service en 1989 et située en limite Ouest de la carrière est autorisée séparément.

Les extractions ont pour l'instant été réalisées à sec et ont concerné les matériaux situés au-dessus du toit de la nappe.

Le projet, objet de la demande d'autorisation environnementale, consiste à approfondir le carreau jusqu'à la cote minimale de - 6 m NGF, sous eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté par sondage sur les installations suivantes :

- positionnement des stockages
- délimitation de la bande de 40m, 50m et 10m
- clôture
- bornes et borne géoréférencée
- haie végétalisée
- talus de 150 m

Les constats effectués lors de cette visite sont repris, par points de contrôle au § 2.4.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
1	Matérialisation des limites	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 1.2.3, 1.2.4 et 8.2.1.1	3 mois
2	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2	3 mois
4	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.2.1	3 mois
5	Ecoulement des crues	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.2.4	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 4.2.3 et 4.2.4
6	Mesure d'accompagnement faune	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.2.4.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 4 faits susceptibles de suites ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 3 mois pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matérialisation des limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 1.2.3, 1.2.4 et 8.2.1.1
Thème(s) : Autre, Limites des berges, bande de 10 m, bornage
Prescription contrôlée : Article 1.2.3 Les zones d'extraction et les dépôts de matériaux doivent être éloignés respectivement de 50 m et 40 m par rapport au haut des berges de la Têt. Ces limites sont matérialisées sur le site par un piquetage visible et résistant dans le temps. L'occupation des parcelles 87, 88, 89 et 90 est limitée à une bande de 10 m au sud. Cette limite est matérialisée sur le site par un piquetage visible et résistant dans le temps. Article 1.2.4 A proximité immédiate de l'entrée principale, est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">- l'identification de l'installation;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- l'objet des travaux- les jours et heures d'ouverture pour les installations de stockage collectives ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables. Article 8.2.1.1 Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au nivellement général français (NGF).
Constats : Les limites sont matérialisées à l'aide de piquets métalliques de faible hauteur difficilement repérables puisque rapidement envahis par la végétation. Un panneau d'identification est positionné à l'entrée de l'installation. Ce panneau ne comprend pas toutes les informations mentionnées à l'article 1.2.4. L'exploitant a présenté le plan de bornage du site réalisé suite à l'autorisation de 2013 (plan daté du 05/02/2014). Les bornes sont également difficilement repérables sur le site.
Écart à corriger : <ul style="list-style-type: none">• La matérialisation des limites de protection mentionnées dans l'autorisation doit être reprise à l'aide de repères facilement identifiables, visible de loin et résistants dans le temps.• Le plan positionnant ces repères doit être mis à jour.• Suite à l'autorisation le panneau d'identification devra être mis à jour et complété.• Le plan de bornage doit être mis à jour et porter sur la totalité du site de la carrière.• Les bornes doivent être suffisamment visibles et pendant toute la durée de l'autorisation afin de pouvoir délimiter aisément le périmètre de l'installation.• La borne géoréférencée doit être identifiable. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2
Thème(s) : Autre, Végétalisation - hauteur des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>Avant le démarrage des travaux d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une haie doit être mise en place dans l'angle Nord-ouest des terrains de l'extension, le long des parcelles n° 4,6,8,9,12,13,15,16, en prolongation de la haie existante présente sur les terrains en renouvellement conformément aux indications qui figurent sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté. - une trame verte sera mise en place à l'interface de la zone sollicitée en renouvellement et de la zone abandonnée, constituée d'une haie d'arbres de 5 à 10 m de haut (type frêne, saules, peupliers,...) <p>Un suivi de la prise des plantations est mis en place sur au moins 5 ans avec remplacement éventuel des plants qui n'auraient pas pris. Ce suivi est formalisé sur un registre ouvert à cet effet.</p> <p>La hauteur des stocks sera limitée à 5m sur l'ensemble du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La haie complémentaire dans l'angle Nord-ouest des terrains de l'extension a été mise en place jusqu'à la parcelle 15 (en partie) et non jusqu'à la parcelle 16.</p> <p>La trame verte est constituée d'une haie de cyprès positionnée entre la parcelle plantée d'oliviers et la zone de transit de minéraux.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi des plantations.</p> <p>Concernant la hauteur des stocks l'exploitant confirme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le stockage des inertes en quantité supérieure au prévisionnel est lié à la modification du projet d'exploitation prévoyant un approfondissement des fosses ; • que ce stockage sera résorbé suite à l'autorisation en cours d'instruction ; • qu'un programme de travaux sur 3 ans (2022, 2023, 2024) a été mis en place pour ramener la hauteur de stockage à 5m. <p>La hauteur des stocks ne constitue pas une disposition de l'AMPG 2517 (installation de transit de minéraux) enregistrement mais une mesure proposée par l'exploitant pour réduire l'impact paysager du site. L'inspection propose de reprendre l'échéance de 2025 dans le projet d'arrêté pour rendre applicable la hauteur à 5 m (article 8.1.6 du projet d'arrêté).</p>
<p>Écart à corriger : La haie végétale doit être prolongée et inclure la parcelle 16.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 4.2.3 et 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Fossé périphérique, point bas recueillant les eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.3</p> <p>Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures à la carrière, un fossé extérieur de collecte ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, " est mis en place sur toute la périphérie du site.</p> <p>Article 4.2.4</p> <p>Les eaux de ruissellement intérieures à la carrière sont canalisées vers un point bas, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale.</p> <p>Ces eaux ne pourront être rejetées dans le milieu naturel que si leurs caractéristiques respectent les valeurs limites prévues par le présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente un plan de circulation des eaux pluviales localisant les points bas sur le site.</p> <p>La partie amont est ceinturée de merlons permettant de dévier les eaux pluviales hors du site.</p> <p>L'exploitant présente également des coupes en différents points des talus périphériques justifiant la topographie.</p> <p>L'exploitant confirme que les eaux ne sont pas rejetées à l'extérieur et que le volume disponible est très supérieur à une pluie de fréquence décennale. En particulier les épisodes pluvieux de novembre 2014 (266 mm) et octobre 2018 (297,6 mm) n'ont pas mis en évidence de rejet vers l'extérieur.</p> <p>L'exploitant prévoit de compléter les merlons sur la partie est du site, lors de la mise en exploitation de cette partie (à partir de la phase 3) ; merlons à mettre en place à l'interface des parcelles 16 et 89/90 et le long de la parcelle 24 à l'est.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.2.1
Thème(s) : Autre, Clôture et signallement des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, exceptée le long de la rive de la Têt.</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.</p> <p>Le danger que représente l'exploitation de la carrière et de l'installation de stockage de déchets inertes sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture.</p> <p>Le bon état de la clôture et la présence des différentes bornes matérialisant le périmètre de l'autorisation et du piquetage matérialisant les limites des 50m, 40m et 10m sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site a été clôturé suite à l'autorisation de 2013 et des panneaux de signallement ont été mis en place.</p> <p>L'exploitant signale que la clôture est régulièrement vandalisée notamment sur la partie Est.</p> <p>L'exploitant présente le registre de suivi de la clôture pour 2021 et 2022 (1 visite par an).</p> <p>Lors de la visite de terrain il a pu être constaté la présence de 2 accès, que la clôture n'est pas continue, les actes de vandalisme, la présence de panneaux, la détérioration de certains panneaux.</p>
<p>Écart à corriger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il appartient à l'exploitant d'entretenir le dispositif empêchant de pénétrer sur le site, qui peut être constitué d'une clôture ou tout autre moyen d'efficacité équivalente ; • les pancartes manquantes signalant le danger doivent être remplacées, situées à hauteur d'homme et positionnées sur des supports solides. Au moins une pancarte doit être visible en tout point du périmètre. <p><u>Délai</u> : 3 mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

N° 5 : Ecoulement des crues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Autre, Positionnement des stockages
Prescription contrôlée : Les dépôts de matériaux et aménagements ou constructions nécessaires à l'exploitation du site ne doivent pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues ou réduire les zones inondables et doivent être réalisés conformément aux préconisations qui ressortent des études PURE ENVIRONNEMENT dossiers 09-DO-21 d'août 2010 et 10-DO-26 de janvier 2011. En particulier les matériaux ne doivent pas être stockés perpendiculairement au sens d'écoulement et devront être positionnés en dehors des zones à grand débit. Ces mesures sont contrôlées régulièrement par l'exploitant et les vérifications consignées sur un registre.
Constats : L'exploitant présente le programme des travaux mis en place suite à la dernière inspection du 05/10/2021, afin de mettre en conformité la zone de stockage. L'exploitant indique qu'une zone permettant un écoulement préférentiel en cas de crue a été créée entre le merlon ceinturant le site à l'ouest et au nord et les stockages (le long des parcelles 135, 130, 131, 132).
Écart à corriger : Les préconisations des études PURE ENVIRONNEMENT dossiers 09-DO-21 d'août 2010 et 10-DO-26 de janvier 2011 doivent être respectées. Dans l'attente de la reprise totale des stocks, des zones d'écoulement doivent être mises en place, notamment sur le stockage réalisé parallèlement à la Têt sur les parcelles 135 et 134. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

N° 6 : Mesure d'accompagnement faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.2.4.1
Thème(s) : Autre, Favorisation de la nidification des Guêpiers d'Europe
Prescription contrôlée : Un talus sableux d'environ 150 m dont l'emplacement et la géométrie sont déterminés par un spécialiste de l'avifaune, est conservé pour permettre la nidification des guêpiers d'Europe.
Constats : Le talus sableux correspond à la partie supérieure nord de la fosse ouest, sur les parcelles 8, 9, 13, et 15 pour partie. L'exploitant confirme que ce talus est aménagé en lien avec les spécialistes de l'avifaune.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet